



# Groupe de travail national sur la vérification de drogue

## Compte rendu d'une réunion en personne

Mardi 2 octobre 2018, Edmonton (Alberta)

### Compte rendu préparé par :

- Bruce Wallace, Institut canadien de recherche sur l'usage de substances
- Flora Pagan, Institut canadien de recherche sur l'usage de substances
- Julie-Soleil Meeson, Élixir
- Doris Payer, Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances
- Matthew Young, Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances

### Participants

#### En personne

- Julie-Soleil Meeson, Élixir, Québec
- Chloe Sage, ANKORS, Colombie-Britannique
- Emily Grant, ANKORS, Colombie-Britannique
- Jared Evans, ANKORS, Colombie-Britannique
- Bruce Wallace, Institut canadien de recherche sur l'usage de substances, Colombie-Britannique
- Flora Pagan, Institut canadien de recherche sur l'usage de substances, Colombie-Britannique
- Lynne Leonard, Université d'Ottawa, Ontario
- Candace Lepage, Université d'Ottawa, Ontario
- Pascale Leclerc, Santé Montréal, Québec
- Ian Garber, Institut canadien de recherche sur l'usage de substances, Colombie-Britannique
- Karen McCrae, Institut canadien de recherche sur l'usage de substances, Colombie-Britannique
- Jaime Arredondo, Institut canadien de recherche sur l'usage de substances, Colombie-Britannique

- Nazlee Maghsoudi, Centre on Drug Policy Evaluation, Ontario
- Tara Marie Watson, Centre de toxicomanie et de santé mentale, Ontario
- Sandhia Vadlamudy, Cactus, Québec
- Martin Page, Dopamine, Québec
- Jarred Aasen, Lantern Services, C.-B.
- Lori Kufner, TRIP!, Ontario
- Doris Payer, Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances, Ontario
- Matthew Young, Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances, Ontario
- Alice Reis, Girls in Green, Brésil

#### Via Skype

- Bridget Hall, Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances, Ontario
- Caleb Chepesiuk, CSC Côte-de-Sable, Ontario
- Karen McDonald, Centre on Drug Policy Evaluation, Ontario



## Contexte

Après des décennies de vérification de drogue au niveau local, lors de festivals et de spectacles de danse, cette vérification ressort de plus en plus comme une mesure nécessaire pour contrer les surdoses de drogue que subissent des milliers de Canadiens.

Le Groupe de travail national sur la vérification de drogue a vu le jour en juin 2015, après la tenue à Vancouver, par le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS), d'une réunion intitulée [Prévenir les méfaits liés à la drogue et à l'alcool lors de festivals de musique au Canada](#). Cette réunion voulait susciter un dialogue national entre les acteurs concernés et a mis en contact plusieurs groupes de réduction des méfaits. Une importante recommandation a ensuite été formulée, à savoir qu'il fallait étudier et examiner davantage les répercussions qu'ont les services de vérification de drogue.

Au terme de la réunion, les intervenants qui font de la vérification de drogue et ceux qui aimeraient le faire ont commencé à se rencontrer, de façon informelle. Après un certain temps, le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique a décidé d'assumer un rôle de secrétariat et d'organiser le groupe. En septembre 2017, le groupe a demandé au CCDUS de reprendre les fonctions de secrétariat, compte tenu de son rôle de rassembleur national et de ses antécédents avec le projet.

## Compte rendu de la réunion

En octobre 2018, à Edmonton (Alberta), le Groupe de travail national sur la vérification de drogue a tenu sa deuxième réunion en personne, à l'occasion du congrès *Stimulus 2018: Drugs, Policy and Practice in Canada*. Julie-Soleil Meeson de l'organisme Élixir a présidé la réunion, qui a rassemblé 24 personnes et permis de présenter et de discuter des projets nouveaux et d'autres en cours au pays et des prochaines étapes. Le présent compte rendu informe les intervenants des services de vérification de drogue au Canada et sur la scène internationale de l'existence de ce groupe et des renseignements échangés pendant la réunion.

### ANKORS

Le programme le plus connu, le mieux établi et le plus respecté de vérification de drogue au Canada est probablement offert par ANKORS lors du festival annuel de musique de Shambhala, qui se tient dans le secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique. Ce qui était au départ un petit service local offert par et pour des festivaliers s'est ensuite développé de nombreuses façons au cours des deux dernières années. À noter que le service en était cette année à sa 16<sup>e</sup> édition.

En collaboration avec plusieurs organisations britanno-colombiennes, la tente ANKORS était équipée pour la première fois de quatre spectromètres infrarouges à transformée de Fourier (IRTF), d'un spectromètre Raman et de bandelettes de détection du fentanyl. Plus de 50 bénévoles ont été formés et étaient en poste dans la tente, 16 heures par jour, pour faire des milliers de tests. ANKORS collabore avec la régie de la santé Interior de la C.-B., le Service d'analyse des drogues de Santé Canada et le Centre sur la consommation de substances de la C.-B. afin de procéder aussi à des tests de confirmation, pour exploiter les résultats d'articles de recherche publiés en 2017.

ANKORS souligne l'importance des pairs pour le service et le mouvement. Mais qui est un pair, qui est un fournisseur de service? Tant les personnes qui recourent au service que celles qui l'offrent considèrent que le service le leur, alors les limites entre les deux sont floues. Après plus de dix ans dans l'ombre, le service se fait maintenant de plus en plus remarquer, attire des collaborations et



suscite de l'intérêt pour une possible expansion (service offert dans la communauté, plutôt qu'une seule fois par année, lors d'un festival). Au moment de cette expansion, il ne faut pas oublier que chaque personne est importante, mais pas plus importante que les autres, et qu'il faut se questionner sur les acteurs qu'il reste à mobiliser.

## **Centre sur la consommation de substances de la Colombie-Britannique**

Avec un financement du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS) de Santé Canada, le Centre sur la consommation de substances de la C.-B. a commencé en 2017 à vérifier la drogue qui entraine à Insite, le centre de consommation supervisée de Vancouver. Pour ce faire, un spectromètre IRTF et des bandelettes de détection du fentanyl sont utilisés pour diminuer le nombre de surdoses au fentanyl et aux opioïdes. Le projet est maintenant en vigueur dans d'autres centres de consommation autorisés et événements à Vancouver et dans la province.

Un examen des données probantes a d'abord été fait pour déterminer quel appareil serait à la fois rapide, rigoureux, précis, facile à utiliser et d'un prix raisonnable. Il s'agit en fait du premier programme provincial de vérification de drogue au pays; plus de 3000 tests ont été faits et les résultats initiaux ont été publiés. Les responsables du projet continuent à relever des défis associés à la détection du fentanyl avec des appareils IRTF et à trouver des façons d'étendre leurs activités à des centres communautaires.

## **Université de Victoria**

Un projet pilote de vérification de drogue est en cours à l'Université de Victoria, grâce au soutien du PUDS de Santé Canada et de la Vancouver Foundation. Le projet permet de comparer et d'évaluer l'utilité de plusieurs appareils et technologies, comme des appareils IRTF, un couplage chromatographie gazeuse et spectrométrie de masse, un spectromètre Raman et un Raman avec spectroscopie Raman amplifiée de surface, et des bandelettes de détection du fentanyl.

Ce projet triennal vise à tester et à évaluer la vérification de drogue en milieu communautaire pour définir les limites et les avantages associés aux appareils et pratiques en réponse à la crise de surdoses. Les services pourraient être déployés à plus grande échelle en tant qu'interventions de réduction des méfaits axées sur les principes de l'équité en santé et de la justice sociale. Les responsables du projet demanderont aux bénéficiaires du service ce qui fonctionne, pour qui et dans quelle situation. Ils pourront alors évaluer l'efficacité et la pertinence de la vérification de drogue dans le contexte des politiques sur la drogue en vigueur et de la stigmatisation entourant l'usage de substances.

## **STS Pain Pharmacy**

Toujours à Victoria (C.-B.), la STS Pain Pharmacy souhaite améliorer les résultats de santé des personnes ayant des problèmes de consommation et en situation d'itinérance. Elle a notamment été la première à demander une exemption en vertu de l'article 56 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* du fédéral pour pouvoir faire de la vérification de drogue.

Le processus est récent et compliqué, et des leçons apprises sont échangées sur des points comme la sécurité du site, la destruction des substances, le recrutement de personnel, les plans d'étage et les protocoles à suivre. Tout au long de la discussion, les participants décrivent le processus comme « une zone grise à naviguer » qui nécessite d'être patients et de collaborer avec d'autres acteurs (puisqu'il est adapté à mesure que de nouvelles demandes de services dans de



nouveaux milieux sont reçues). Le service, appelé Lantern Service, est structuré de façon à être accueillant, facile d'accès et exempt de stigmatisation, et des liens sont créés avec le milieu communautaire pour diriger la clientèle vers des ressources locales, au besoin.

### ***Université d'Ottawa et Centre de santé communautaire Côte-de-Sable***

À Ottawa, un projet de recherche triennal a été mis sur pied avec l'Université d'Ottawa et le site d'injection supervisée sanctionné par le fédéral et géré par le Programme Oasis, au Centre de santé communautaire Côte-de-Sable, avec un financement des Instituts de recherche en santé du Canada. Le projet vise à évaluer la faisabilité et l'acceptabilité de la vérification de drogue faite sur place avec un spectromètre de masse portable qui produit des résultats rapidement. Initié au printemps 2018, le projet a permis jusqu'à présent de tester 200 échantillons et de constater qu'ils contiennent rarement ce que le consommateur croyait avoir acheté. Le projet prend de l'expansion, avec la publication d'alertes et la possibilité de calibrer l'appareil pour obtenir des résultats quantitatifs.

### ***Centre on Drug Policy Evaluation***

À Toronto, le Centre on Drug Policy Evaluation a mis sur pied un réseau multisites de vérification de drogue avec un financement du PUDS de Santé Canada, en collaboration avec des organismes de réduction des méfaits de première ligne et deux laboratoires d'hôpital. Les responsables du projet travaillent à obtenir une exemption en vertu de l'article 56 et des approbations des comités d'éthique de la recherche et à conclure des accords juridiques entre partenaires. Lorsque le réseau sera opérationnel, des échantillons de drogue seront recueillis dans des centres de réduction des méfaits, puis transportés aux laboratoires à des fins de vérification. Les résultats seront ensuite retournés aux centres pour être communiqués aux clients. Des résultats agrégés seront rendus publics à chaque semaine ou aux deux semaines.

Plusieurs défis et possibilités sont évoqués, comme la difficulté de trouver un équilibre optimal entre répondre aux besoins de la clientèle et évaluer le nouveau service, ainsi que les avantages de former un conseil consultatif communautaire et d'adopter une approche de mise en œuvre itérative permettant d'identifier les bonnes pratiques.

### ***Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances***

Le CCDUS fait une présentation sur une initiative nationale, le Réseau communautaire canadien d'épidémiologie des toxicomanies (RCCET), réseau national de surveillance coordonné par le CCDUS regroupant des représentants de partout au pays. Ces représentants recueillent de l'information quantitative et qualitative sur les méfaits liés à la drogue auprès de sources locales (p. ex. centres antipoison, coroners) et de l'information fournie par des personnes qui consomment de la drogue et d'autres qui travaillent directement avec elles (p. ex. application de la loi, réduction des méfaits). Le RCCET se sert ensuite de toute cette information pour évaluer le risque à l'échelle nationale. Si cela est nécessaire, le RCCET avise rapidement (en anglais et en français) les premiers répondants, professionnels de la santé, fournisseurs de traitement, consommateurs, services policiers et autres intervenants des situations liées à la drogue qui présentent une menace et leur propose des moyens de prévenir et réduire les méfaits.

Compte tenu des nouvelles organisations et ressources en matière de vérification de drogue au Canada, le groupe avance qu'un bulletin du RCCET sur les résultats des services de vérification de drogue au pays serait utile aux personnes qui travaillent à réduire les méfaits de l'usage de substances au Canada.



## Mot de la fin

Pendant sa discussion sur l'évolution et la possible expansion de la vérification de drogue dans le contexte de la crise des surdoses qui sévit au Canada, le groupe de travail national confirme l'importance de l'échange continu d'information et reconnaît que le réseau en place pourrait être amélioré et que la nécessité de collaborer et d'échanger de l'information s'est intensifiée. En effet, l'échange d'information pourrait faciliter l'élaboration de protocoles et de bonnes pratiques et éviter les doublons dans les projets, notamment par la mise en commun de manuels et d'outils de collecte de données.

Les membres du groupe de travail s'entendent sur les points suivants :

- Un recours accru à la vérification de drogue, puisque la recherche pourrait permettre un plus grand échange de données et l'utilisation de plateformes à code source libre.
- Les membres du groupe de travail national et les responsables des projets s'engagent à collaborer davantage et à échanger de l'information et des données, puisque les projets de vérification de drogue ont répondu aux risques et méfaits associés à la prohibition de drogue.
- Le groupe envisage de tenir sa prochaine réunion en personne avant ou après le congrès Questions de substance du CCDUS, qui aura lieu à Ottawa du 25 au 27 novembre 2019.



Centre canadien sur  
les dépendances et  
l'usage de substances

Le CCDUS a été créé par le Parlement afin de fournir un leadership national pour aborder la consommation de substances au Canada. À titre d'organisme digne de confiance, il offre des conseils aux décideurs partout au pays en profitant du pouvoir des recherches, en cultivant les connaissances et en rassemblant divers points de vue.

Les activités et les produits du CCDUS sont réalisés grâce à la contribution financière de Santé Canada. Les opinions exprimées par le CCDUS ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.